SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 10 JUILLET 1895.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1895.

(Voir les n^{os} 3, V, 150 et 257, session de 1894-1895, de la Chambre
des Représentants; 85, même session, du Sénat.)

Présents: MM. le Baron **KINT DE ROODENBEKE**, Président; **T'SERSTEVENS**, **DE MEESTER DE BETZENBROECK**, le Comte **DE HEMRICOURT DE GRUNNE**, le Comte **DE BEAUFFORT** et le Chevalier **DESCAMPS**, Rapporteur.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous faire rapport sur le budget du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1895.

Le Budget de ce Département pour l'exercice 1894 s'élève à fr. 2,525,828 »

Le projet de Budget pour l'exercice 1895 monte à . . . fr. 2,562,681 50
soit une augmentation de fr. 36,853-50.

Cette augmentation porte sur les postes suivants :

ART. 2. Traitement du personnel des bureaux, — majoration de 13,300 francs.

ART. 33. Création d'un emploi de drogman près la légation de Belgique à Téhéran, — majoration de 5,000 francs.

ART. 56. Missions extraordinaires, traitements d'inactivité, indemnités pour services extraordinaires et dépenses imprévues non libellées au Budget, — majoration de 18,000 francs.

ART. 37 (nouveau). Quote-part de la Belgique, pour l'année 1892, dans les frais du bureau spécial d'échange de documents et de renseignements sur la traite des esclaves, fr. 553-50.

Les explications fournies par le Gouvernement concernant ces augmentations permettent à la Commission de les considérer comme justifiées : elle vous propose, en conséquence, leur ratification.

* * *

Le Département des Affaires étrangères touche par d'importants services

à l'expansion si nécessaire de nos relations commerciales à l'étranger. La Commission a accueilli avec une satisfaction marquée les déclarations faites à la Chambre des Représentants par l'honorable Ministre des Affaires étrangères concernant la réorganisation de notre corps consulaire. Elle est heureuse de constater que la conformité de vues entre le nouveau Ministre des Affaires étrangères et l'ancien titulaire du département, M. le comte de Mérode-Westerloo, permettra de réaliser actuellement une réforme désirée depuis longtemps par le monde des affaires en Belgique. Elle exprime la confiance que la nouvelle organisation répondra à des vœux souvent formulés par la législature.

L'extension du service consulaire s'impose comme sa réorganisation. Nul doute que le Parlement ne soit heureux de voter les crédits nécessaires pour mieux assurer la représentation du commerce belge dans les pays qui peuvent servir de débouchés à nos produits.

*
* *

La Commission a reçu communication d'un document important émané de la Fédération internationale de l'Arbitrage et de la Paix — document dont la portée ne peut échapper au Gouvernement. Nous l'annexons à ce rapport.

Le Parlement belge, en 1874 et 1875, a déjà émis un vote unanimement favorable au progrès de la procédure arbitrale entre nations, et chaque fois que cette question a été soulevée au Sénat, elle a rencontré les plus vives sympathies.

Le Gouvernement a récemment fait remarquer à la Chambre des Représentants « qu'un petit pays comme le nôtre a plus de raisons de redouter les conflits et de désirer l'arbitrage en vue de les résoudre pacifiquement. »

*
* *

Dans l'ordre des institutions favorables au développement pacifique des rapports entre les nations, une place remarquable appartient aux *Offices internationaux* créés par des traités d'Union universelle englobant parfois — comme l'Union générale des Postes — des États dont la population d'ensemble comprend plus d'un milliard d'individus. Les pays neutres, tels que la Suisse et la Belgique, semblent naturellement désignés comme sièges de ces Offices : et de fait presque tous ceux qui existent actuellement ont été établis, de l'accord des puissances, en Suisse ou en Belgique. La Belgique en possède deux : le bureau de l'Union internationale pour la publication des tarifs douaniers et le Bureau spécial d'échange de documents et de renseignements sur la traite des esclaves. Un nombre bien plus considérable d'Offices semblables sont établis en Suisse. La Commission exprime le vœu que le Gouvernement donne largement asile à ces modernes instruments de progrès et se rende ainsi de plus en plus utile, sur un terrain essentiellement pacifique, à la grande famille des nations.

Parmi les Unions universelles en voie de formation, la Commission salue

avec une particulière sympathie l'*Union internationale pour la publication des traités*, dont s'est occupé la Conférence de Berne du 3 octobre 1894.

* * *

La diversité des lois nationales en certaines matières où l'unification est possible et désirable constitue une source de graves embarras et de préjudices considérables pour les ressortissants des divers Etats. Même dans les matières où l'unification n'est ni désirable ni possible, la diversité fait fréquemment et vivement sentir la nécessité d'une solution uniforme des conflits qui peuvent résulter de ces divergences. Le besoin d'entente internationale à ce double point de vue a donné lieu en ces dernières années à des efforts remarquables, attestés par les Congrès de droit commercial d'Anvers (1885) et de Bruxelles (1888) convoqués sur l'initiative du Gouvernement belge et par les deux Conférences plus récentes de La Haye concernant le droit international privé, dues à l'initiative du Gouvernement des Pays-Bas.

Dans la convention conclue le 31 juillet 1891 entre la Belgique et le Portugal pour résoudre les conflits de lois en matière de droit maritime, les deux Gouvernements n'ont pas hésité à adopter les propositions arrêtées par le Congrès de droit commercial d'Anvers et de Bruxelles.

Après avoir disparu deux fois de l'ordre du jour, le Projet de Loi approuvant la convention précitée vient enfin d'être déposé une troisième fois par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des Représentants. La Commission hâte de ses vœux le moment où le Sénat sera saisi de l'approbation de cet acte international qui finira, il faut l'espérer, par revêtir le caractère d'un arrangement plus général entre nations. La voie où sont entrés résolûment les Gouvernements belge, portugais et hollandais est heureuse et féconde; le rôle si honorable que la Belgique a joué jusqu'ici dans cet ordre grandira encore si le Gouvernement, comme nous en avons la confiance, ne perd aucune occasion d'agir en vue de la réalisation de la haute mission d'intérêt général qu'il a noblement assumée.

* * *

Il existe au Ministère des Affaires étrangères un *Bureau de législation* dirigé par un fonctionnaire de haut mérite et constitué il y a douze ans dans le but de mettre à la disposition immédiate des membres de la Législature, des autorités administratives et judiciaires, des hommes de loi et de toute personne qui serait dans le cas d'y recourir, le texte authentique des lois étrangères. Il y a lieu de signaler à la bienveillante attention du Gouvernement une utilisation plus grande de ces ressources (3,000 recueils de lois, de règlements ou d'arrêtés) malheureusement trop peu connues jusqu'ici et trop peu utilisées. Cette bibliothèque de législation comparée et notre bibliothèque de statistique (45,000 volumes) sont appelées par leur nature à compléter la bibliothèque du Parlement, à la restauration de laquelle se dévouent des hommes d'une rare compétence. A l'heure actuelle où les problèmes les plus délicats sont soulevés dans l'ordre législatif, notamment au point de vue social, le besoin de ren-

seignements de statistique et de législation comparée se fait sentir de plus en plus. Or, toute critique à part, l'insuffisance des achats faits par la Bibliothèque royale, précisément au double point de vue que nous venons de signaler, est notoire. Si l'on pouvait transporter la Bibliothèque de statistique et de législation comparée dans des locaux mieux appropriés et procéder à une classification méthodique des documents ainsi réunis, si on les rendait plus accessibles au public des travailleurs, il y aurait là une mise en valeur d'admirables collections de livres, telles qu'il en existe peu dans d'autres pays.

En y rattachant un Office général de bibliographie, approprié aux besoins du Parlement, on créerait une œuvre de nature à exercer une influence féconde sur le développement du travail législatif en Belgique et à appeler l'attention de plus d'un Gouvernement étranger. Peut-être cette œuvre serait-elle susceptible, avec le temps et moyennant certaines modifications, d'être transformée en service international comme l'a été le *Bureau des tarifs et de la statistique*, institué d'abord dans un but purement national au Ministère des Affaires étrangères et qui est devenu aujourd'hui un Office utilisé par toutes les nations.

Il en sera de même sans doute du Bureau géologique international, dont M. Mourlon, directeur de la classe des sciences, entretenait récemment l'Académie, et dont les conséquences économiques s'annoncent comme devant être aussi heureuses qu'importantes. Le Gouvernement tiendra sans doute à honneur de seconder cette grande œuvre.

Nous ne pouvons parler de bibliothèque sans rendre un hommage particulièrement mérité à l'excellente composition de la bibliothèque du Département des Affaires étrangères.

C'est un dépôt d'une grande valeur, d'un choix parfait, créé avec des ressources fort minimes. Il est regrettable que les hommes si compétents et si dévoués qui ont rassemblé cette magnifique collection n'aient pas disposé et ne disposent pas encore actuellement de ressources plus considérables pour compléter leur œuvre. Quelques milliers de francs de plus appliqués par eux chaque année dans les conditions si judicieuses où est employée la modique somme dont ils disposent, feraient de la bibliothèque du Département des Affaires étrangères, à de multiples points de vue, un instrument de travail de premier ordre. Nous nous permettons d'appeler sur ce point la bienveillante attention de M. le Ministre des Affaires étrangères.

Sous le bénéfice de ces observations, votre Commission a l'honneur, Messieurs, de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du Budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1895, tel qu'il a été voté par la Chambre des Représentants.

Le Rapporteur,
Chevalier DESCAMPS.

Le Président,
Baron T'KINT DE ROODENBEKE.

ANNEXE

Bruxelles, le 26 janvier 1894.

A Messieurs les Président et Membres du Sénat.

MESSIEURS,

Nous nous permettons d'appeler votre bienveillante attention sur une question au sujet de laquelle notre Parlement a déjà émis un vote unanimement favorable en 1875, à l'intervention de MM. Couvreur et Thonissen. Nous voulons parler de la question de l'arbitrage international.

Il appartient, selon nous, au Gouvernement d'un pays neutre de prendre, à ce point de vue, une initiative hardie. Il importe que les vœux exprimés par les membres des conférences interparlementaires et des Congrès de la Paix, qui se sont réunies régulièrement depuis plusieurs années, obtiennent enfin un commencement d'exécution.

Nous vous signalons tout spécialement que les promoteurs de l'arbitrage international n'insistent nullement sur le problème qui a donné lieu à de regrettables confusions : celui du désarmement simultané et proportionnel.

Depuis longtemps déjà, ceux qui ont une vue claire et précise de la situation actuelle des nations européennes, sont persuadés qu'avant de pouvoir préconiser la diminution et la suppression des armements qui ruinent les peuples, il faut créer une juridiction respectée et consacrée par la haute impartialité et par la sagesse de ses décisions.

Le combat judiciaire et le duel légal n'ont disparu de la vie civile que lorsque les tribunaux ordinaires ont offert aux justiciables une garantie et une sécurité reconnues.

Nous croyons qu'en matière de conflits internationaux la même évolution s'impose et nous osons espérer qu'elle sera rapide et décisive à raison de la compétence et de la science des juristes qui seront appelés à les dénouer.

Vous n'ignorez pas qu'au cours de ce siècle l'arbitrage volontaire a tranché des difficultés internationales dans plus de quatre-vingts cas et que le recours à ce mode de solution a été surtout fréquent en ces dernières années.

Il n'y aurait plus lieu, à l'heure actuelle, que de rendre permanente et régulière une institution qui est acceptée virtuellement par toutes les nations civilisées.

La juridiction à créer aurait non seulement pour but de résoudre les conflits qui lui seraient soumis, mais elle constituerait encore un Conseil d'État chargé de coordonner les conventions internationales existantes et de préparer celles qu'il semblerait utile de conclure.

Si le Gouvernement belge considérait comme trop périlleuses des démarches à tenter par lui seul, nous suggérons qu'une entente préalable

(6)

s'établisse entre les différents pays neutres : la Hollande, le Luxembourg, la Suisse, le Danemark, la Norvège, la Suède. Ensemble ils s'adresseraient à l'Angleterre et aux États-Unis de l'Amérique du Nord, déjà disposés dès maintenant à conclure un traité d'arbitrage permanent.

Une proposition collective serait formulée ou une union ouverte serait conclue par ces nations et les autres nations seraient invitées par elles à y adhérer. Nous sommes convaincus que l'opinion publique universelle acclamerait avec enthousiasme une telle initiative et en imposerait la réalisation aux pouvoirs publics des divers pays.

Le motif qui nous guide surtout est d'éviter à la Belgique le gaspillage de millions que le service général et personnel lui imposait, alors qu'elle a besoin de toutes ses ressources pour perfectionner son outillage national et créer de nouvelles œuvres destinées à améliorer le sort des classes déshéritées.

Notre pays remplirait, d'autre part, la vraie mission qui lui est dévolue par sa situation centrale entre les grandes races aryennes, en collaborant énergiquement à l'apaisement des querelles qui les divisent et en participant à l'élaboration d'une organisation juridique et pacifique entre les peuples.

Vous avez trop à cœur le souci de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique, le souci de ses finances, le souci des hautes tendances humanitaires qui ont, à diverses reprises, inspiré notre politique internationale, pour ne pas réserver à notre appel le meilleur et le plus efficace accueil.

Agrérez, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Pour la Société belge de la Paix :

Le Secrétaire général,
H. LA FONTAINE.

Le Président,
A. HOUZEAU.